

*Initiatives ministérielles*

Je demande donc au gouvernement fédéral de collaborer avec les provinces soi-disant «bien nanties», comme l'Ontario—qui, en fait, n'est plus une province «bien nantie» par la faute de ce gouvernement.

**M. Dennis Mills (Broadview—Greenwood):** Monsieur le Président, je tiens à dire au député que je suis en général d'accord avec lui et que je comprends le sentiment d'intense frustration qu'il doit éprouver à cause des problèmes qui existent avec Algoma Steel. Or, le député fait partie du Nouveau Parti démocratique et, à l'heure actuelle, son parti a probablement plus d'influence auprès du premier ministre ontarien que n'importe lequel d'entre nous ici, à la Chambre des communes.

Il dit que le gouvernement fédéral doit poursuivre sa politique destinée à juguler complètement l'inflation. Soit dit en passant, je ne crois pas qu'il y ait d'inflation au Canada; les conservateurs l'ont plus que jugulée, comme le député l'a fait remarquer lui-même, finalement. Mais le point que je veux faire valoir, c'est que j'ai le sentiment que le premier ministre ontarien poursuit fondamentalement la même politique que le présent gouvernement conservateur.

Je tiens à préciser deux ou trois choses. D'abord, on compte quelque 400 000 entrepreneurs en Ontario. Ce sont des gens très créateurs et très motivés qui ont vraiment besoin, en fait, que le gouvernement ontarien leur donne une certaine inspiration, un encouragement, un coup de pouce. Très franchement, on a le sentiment que le premier ministre ontarien préférerait payer les gens pour qu'ils ne travaillent pas plutôt que de prendre des risques et d'exploiter le capital humain et l'esprit d'entreprise qui existent déjà.

Je ne tiens pas à vous citer ici aujourd'hui une longue liste d'exemples précis, car il s'agit d'un débat national et ces exemples intéressent surtout ma province. Je voudrais vous parler en tête à tête. Il y a littéralement des douzaines d'exemples d'entrepreneurs qui veulent faire quelque chose pour créer des emplois. Ils voudraient cependant un peu d'aide—non pas de l'argent des contribuables, mais un coup de pouce en cours de route.

**Une voix:** Donnez-moi un exemple.

**M. Mills:** Vous me demandez de donner un exemple. Vendredi dernier, en Ontario, le ministre des Affaires municipales a mis un terme à un projet domiciliaire qui prévoyait la construction de 5 000 maisons à prix abordable, des maisons entre 110 000 \$ et 140 000 \$ situées à cinq minutes au nord de Newmarket. Ce projet aurait

créé 17 000 emplois sans coûter un sou aux contribuables ontariens—17 000 emplois sur quatre ans.

Permettez-moi d'être bien précis. J'ai personnellement envoyé un message par télécopieur au premier ministre de l'Ontario. J'ai tenté de lui téléphoner, je lui ai écrit et j'ai écrit à tous les responsables. Je n'ai reçu aucune réponse.

Le premier ministre de l'Ontario a pris la parole à la télévision nationale. Je n'étais pas ici pour l'entendre; j'étais en voyage au Moyen-Orient, mais j'ai entendu dire qu'il cherchait des idées et des moyens afin de créer de l'emploi. Une semaine plus tard, il met un terme à ce projet. Cela montre une certaine incohérence.

J'essaie simplement de dire que nous suggérons au gouvernement conservateur qui siège en face de réexaminer les possibilités de création d'emplois qui existent en Ontario. . .

[Français]

**Le président suppléant (M. DeBlois):** À l'ordre! J'ai de la difficulté à voir la pertinence de l'intervention du député. Le projet de loi à l'étude concerne le Régime d'assistance publique du Canada et j'aimerais que le député revienne au sujet et termine ses remarques.

[Traduction]

**M. Mills:** Monsieur le président, voici pourquoi mon intervention est pertinente. Si les gens retournaient au travail, il ne serait plus nécessaire de plafonner les contributions au Régime d'assistance publique du Canada puisque, ayant réalisé le plein emploi, on n'aurait plus à fixer des limites à des programmes qui sont si nécessaires à la survie du pays. Je plaide donc pour la création d'emplois.

Pareille mesure législative doit être retirée et, pour cela, j'ai besoin de l'appui des députés.

**M. Butland:** Monsieur le Président, je pense que ce sont là des propos cyniques et qu'il est malheureux que ce débat devienne aussi sectaire. J'estime qu'il y a du sectarisme dans l'air et qu'on peut être sûr d'au moins une chose: le gouvernement est conséquent avec ses principes.

Je suppose que le parti auquel appartient le député pourrait adopter la politique du gouvernement. Comme le plein emploi est en réalité notre politique, je pense que c'est notre politique que vous adoptez, ce qui ne me surprendra jamais des libéraux, qui sont toujours aussi opportunistes.